

**ÉCOUTEZ LES FRANÇAIS, PRONONCEZ-VOUS :
POUR LE RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL,
CONTRE UNE NOUVELLE UTILISATION DU 49-3 !**

Mesdames et messieurs les Parlementaires,

Depuis maintenant près de quatre mois, d'importantes mobilisations se sont organisées en France pour exiger le retrait de la Loi El Khomri, en particulier son article 2 qui vise à inverser la hiérarchie des normes dans le droit du Travail. Les manifestations, les plus importantes depuis l'élection de François Hollande, ne s'essouffent pas malgré les différentes tentatives gouvernementales de divisions, de pressions, d'amalgames, d'intimidations voire de manipulations. Le dernier exemple en date étant la tentative d'empêcher la manifestation du 23 juin à Paris où seul le rapport de force, bénéfique dans la population aux organisations syndicales et aux salariés en luttés, a contraint le Gouvernement à une volte-face. Il n'est ainsi pas devenu le premier gouvernement depuis la guerre d'Algérie à interdire une manifestation, le premier depuis le drame de la station de métro de Charonne.

Depuis le début du mouvement, la population française est majoritairement opposée à cette Loi rétrograde pour les droits des salariés, néfaste pour l'emploi et mortifère pour l'économie du pays déjà affaiblie par des années de politiques austéritaires. Cela se ressent dans les sondages, 62 % des français sont opposés à la Loi El Khomri (Harris, 15 juin), 64 % se prononcent pour son retrait dont 69 % des salariés et 58 % des électeurs de François Hollande (Opinion Way, 16 juin). Même les artisans, les TPE et PME se sont ralliés au camp des opposants à cette loi. Ils représentent la majorité des emplois dans notre département et ne se reconnaissent pas dans un texte dicté par le MEDEF, qui encouragera un dumping social mortifère alors que l'Hérault est déjà confronté à un chômage et une précarité de masse.

Après avoir rendu impossible tout débat à l'Assemblée Nationale au mois de mai, après avoir laissé la Droite aggraver le recul social au Sénat, le spectre du 49-3 plane à nouveau sur le texte qui revient devant les Député(e)s. Selon un sondage Odoxa parut ce jour, 73 % des français trouveraient cette pratique choquante ! L'Assemblée et le Sénat doivent redevenir les lieux d'écriture et de débat des lois, la démocratie ne peut pas passer au dessus des élu(e)s du peuple ! C'est le sens des centaines de milliers de signatures pour le retrait de la loi, recueillies à l'occasion de la grande votation citoyenne tenue par les organisations syndicales dans tout le pays. La démocratie est une question d'actualité brûlante, quand le référendum organisé autour du Brexit au Royaume-Uni a abouti sur une campagne nauséabonde entre le choix pour les peuples de l'ultra-libéralisme ou l'ultra-nationalisme !

Face aux aspirations populaires qui ne sont rarement autant exprimées que depuis ces quatre derniers mois, face aux contre-propositions des syndicats jusqu'à présent ignorées, un nouveau passage en force enverrait un message similaire aux français. C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, nous vous demandons de vous prononcer pour le retrait de cette loi rétrograde et de vous exprimer publiquement contre tout nouveau recours au 49-3.

En vous remerciant par avance de l'intérêt que vous voudrez bien porter à ce courrier, veuillez agréer, Messieurs et Mesdames les Parlementaires de l'Hérault, l'assurance de nos salutations distingués.

La Fédération de l'Hérault du PCF